

Mémoire vivante

cg
29
INSTITUT
D'HISTOIRE
SOCIALE
ihs
- Finistère -

Publication de l'Institut CGT d'histoire sociale du Finistère

Mai 2024

N° 24

Adresse : IHS CGT 29, Maison du Peuple, 2, place Édouard-Mazé, 29200 BREST — Courriel : ihscgt29000@gmail.com



Douarnenez, 1924 : la grève victorieuse des sardinières

La paisible cité portuaire de Douarnenez va connaître en 1924 et 1925 un terrible conflit social, celui des sardinières contre les usiniers.

« La grève de Douarnenez fut donc bien une revendication de la misère, imposée par les besoins économiques les plus élémentaires. Les patrons, les réactionnaires qui, lorsqu'elle éclata, crièrent à la machination révolutionnaire et dénoncèrent l'opération politique du maire communiste Le Flanchec, ont menti avec impudence. Ce fut une grève exclusivement économique, une grève de femmes. Beaucoup parmi celles-ci, attachées aux vieux usages du catholicisme, continuèrent d'aller à la messe tout en suivant les réunions syndicales et en participant aux manifestations dans la rue. La grève de Douarnenez démontre à quel point, en unissant ses possibilités d'action économique et politique, le prolétariat se trouve renforcé dans la lutte. Dans cette lutte si compliquée, semée d'évènements dramatiques, le comité de grève ne cessa jamais de penser aux sous, à la bouchée de pain qu'il fallait à tout prix arracher. C'est le secret de sa victoire. » (D. Renault, du journal *L'Humanité*, et M. Simonin, de la CGTU, dans : « La grève de Douarnenez, ses enseignements-son histoire », ouvrage publié en 1925).



Pages 2 à 5

100^e anniversaire de la grève des sardinières de Douarnenez

novembre 1924 - janvier 1925



Un chœur de militantes pour
« le chant des sardinières ».

Le 5 avril,
pour son
premier
déplacement
officiel
en Finistère,
Sophie Binet,
était
invitée
à Douarnenez par
l'Union
Départementale 29.



Sophie Binet
et Louis Debarnot,
co-président de l'IHS.



Anne-Marie Quesseveur,
co-présidente de l'IHS
29, à la tribune.



L'exposition de l'IHS 29 sur la
grève des sardinières.

Plus de 400 personnes ont participé à cette belle soirée de
commémoration militante dans la salle des fêtes des halles historiques
de Douarnenez, un lieu chargé d'histoire.

(Lire aussi la Lettre aux adhérent.e.s de l'IHS n° 25 - avril 2024
<https://cgt-bretagne.fr/wp-content/uploads/2024/04/lettre-aux-adh%C3%A9rents-n%C2%B025.pdf>).

Sophie Binet a tiré les
conclusions
de cette soirée
de débats
et de témoignages,
consacrée
aux luttes
des femmes au travail.



La crise sardinière

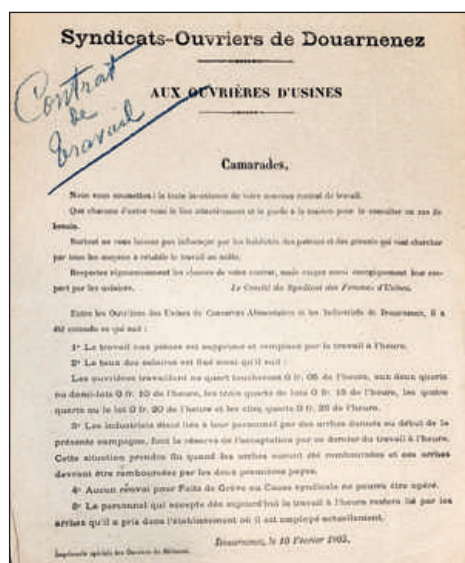
Bien avant 1924, en plus des dures conditions de travail des pêcheurs et des ouvrières des conserveries, il y eut des années très difficiles en raison du manque de poisson.



1903 – Distribution de vivres à la mairie de Douarnenez lors de la crise sardinière.

De 1902 à 1908, les pêcheurs sardiniens subissent une longue et douloureuse crise naturelle : la sardine a disparu des côtes. Les ouvrières des conserveries et les pêcheurs sont au chômage. La misère se fait tous les jours plus pesante.

En 1909 c'est le contraire : la sardine abonde et c'est la crise économique.



10 février 1905, le patronat sardinier de Douarnenez cède : le paiement « au 1000 »

(1 000 sardines mises en boîte) est remplacé, au terme d'une longue lutte, par le paiement « à l'heure ».

En 1905, marins et ouvrières des conserveries se battent en commun contre les « usiniers ». Les premiers pour une élévation du prix de la sardine pêchée, les secondes afin d'en finir avec le paiement au « mille » (mille sardines) et pour le règlement à l'heure.

Commencée en janvier 1905, le conflit se termine en août par la victoire des ouvrières. Les pressions n'ont pas manqué : licenciement des « meneuses », campagne de calomnies accusant les femmes se rendant aux réunions syndicales d'y aller pour « coucher ». Le clergé refuse l'absolution et tous les sacrements aux femmes soupçonnées de vouloir le travail à l'heure.

Côté patronal, les usiniers proposent d'organiser un référendum. Le résultat n'est pas celui escompté. Sur 100 ouvrières, 97% se prononcent pour le paiement à l'heure, 2% contre. Obligés de céder, les usiniers vont introduire des différences de catégories, entraînant des différences d'horaires et de salaires. Même si des syndicalistes ont été écartées, si des non-pratiquantes n'ont pas retrouvé de travail, 1905 peut être considéré comme une répétition de ce qui va se produire 20 ans après.

Une vie de misère

A la veille de la grande grève de 1924, Douarnenez compte près de 5 000 marins-pêcheurs et 2 000 sardinières réparties dans 21 usines. Femmes de marins pour la plupart, elles sont issues de la commune mais aussi des villages alentour : Ploaré, Tréboul, Pouldavid.



Huilage des boîtes de conserve ; une opération manuelle.

Elles travaillent les produits de la pêche de trois à quatre mille marins.

Pour les patrons de conserverie, cette main-d'œuvre féminine, abondante et peu exigeante, constitue une aubaine. Ainsi, ils imposent à celles que l'on surnomme les « Penn Sardin » des conditions de travail particulièrement difficiles.

La législation concernant le travail des enfants, le travail de nuit ou encore le temps de travail n'est pas respectée.



De très jeunes travailleuses dans l'industrie sardinière du début du XX^e siècle.

Il n'est pas rare de voir des jeunes filles de moins de 12 ans travailler dans les conserveries.

Depuis 1892, une loi interdit le travail de nuit des femmes dans l'industrie*.

Pendant la pleine saison, le travail quotidien avoisine régulièrement les 15 heures et il est particulièrement exténuant, alors que la loi sur les 8 heures a été votée en 1919.

Les sardinières œuvrent dans l'urgence, car les glacières et les chambres froides n'existent pas. Elles gagnent 0,80 franc de l'heure alors que le kilo de beurre coûte 15 francs et le café 17. Les ouvrières travaillent alors le plus possible pour compenser leur faible salaire.

Pour se donner du courage, résister à la fatigue et à l'envie de dormir, les ouvrières chantent des cantiques et des airs populaires.

* Cent ans plus tard, la loi du 9 mai 2001 lève ces restrictions, au nom de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes.

La révolte



Le 23 novembre 1924, 20 usines sont en grève. Le 24, la grève est générale. Le slogan est simple : « Pemp real a vo ! », « Cinq sous nous aurons ! »

« Ces femmes qui élevaient des enfants, ramendaient les filets, travaillaient en usine avec un savoir-faire et une expérience professionnelle reconnus de tous, se trouvaient les plus dominées d'entre les dominés », raconte Anne-Denes Martin*. Mais elles ont un atout : leur nombre et leur obstination bien bretonne. En 1924, elles sont environ 2 000 à travailler dans les usines de Douarnenez, devenue, depuis trois ans, la première municipalité communiste de France. Beaucoup sont les filles ou les nièces des grévistes de 1905.

Vendredi 21 novembre 1924, sans mot d'ordre, sans slogan, sans consigne, sans tract, la grève éclate dans l'usine Carnaud de Douarnenez, ferblanterie qui fabrique les boîtes de conserve pour les sardinieries.

Du jour au lendemain, ouvrières et apprenties cessent de travailler pour descendre dans la rue et réclamer une hausse de salaire. Pendant six semaines, les Penn Sardin résistent aux pressions des usiniers qui menacent de les renvoyer. Mais elles n'ont qu'une réponse : « Pemp real a vo ! ».

Elles déambulent dans la ville, s'arrêtant devant chaque usine pour entonner leur mélodie favorite. Chaque jour, les grévistes se rassemblent sous les halles de la ville afin de discuter de la suite des événements. Un comité de grève est élu avec six femmes sur 15 membres, afin de négocier avec les représentants du patronat. Les sardinières ont été rejointes par des soutiens locaux et nationaux. La parole politique se libère chez les femmes.



Louise Colliard et Charles Tillon, de la CGTU.

Dès le début de la grève, Charles Tillon est présent avec Lucie Colliard, une institutrice révoquée par Clemenceau pour cause d'opinion communiste.

* *Universitaire, écrivaine (« Les ouvrières de la mer »).*

46 jours de lutte

Le lundi 24, les ouvrières se rendent dans toutes les usines de conserves, à la biscuiterie, à la scierie, à la fabrique de filets. Avec elles, il y a Marie Bosq, de la CGTU des tabacs de Nantes. Les femmes grévistes pénètrent dans chacune des maisons, appellent leurs camarades, leur disent que le moment est venu. C'est comme une traînée de poudre. Le lendemain, la grève est générale.

Un grand meeting est tenu sur le terrain municipal du Guet. Marie Bosq, Lucie Colliard, Charles Tillon prennent la parole. Commence alors le grand travail d'éducation et d'organisation.

Arrivé le 26, Maurice Simonin, de la fédération de l'alimentation, fait nommer deux délégués par usine. Un comité de grève s'organise et le cahier de revendications est établi. Le mouvement est lancé malgré les efforts du préfet Desmars pour l'étouffer.

L'économie est à l'arrêt. Le port et les quais sont occupés par les sardinières, bientôt rejointes par davantage d'hommes et d'enfants qui entonnent des chants agitateurs. La lutte est médiatisée.

Le 4 décembre, à la suite d'une échauffourée entre des grévistes et un convoi transportant des caisses de conserves, Le Flanchec et Henriet, député communiste de la Seine, s'interposent entre les grévistes et les gendarmes. Accusé d'entrave à la libre circulation des biens, Le Flanchec est suspendu un mois par le préfet Desmars.

Le 12 décembre, le comité de grève accepte le principe de l'arbitrage ; l'assemblée des grévistes ratifie la décision et nomme une délégation composée de trois femmes, Mmes Morvan, Julien et Poquet, et deux hommes, MM. Vigouroux et Jequel. Lucie Colliard et Maurice Simonin les accompagnent à Paris où la délégation est reçue, le 15, par M. Justin Godart, ministre du Travail.



Décembre 1924. Long cortège des ouvrières en grève devant l'usine rouge de Gaston Chancerelle.

Côté patronal, MM. Béziers, Marlière et Ollivier, également reçus, refusent l'arbitrage. Le ministre dira d'eux : « Vos patrons sont des brutes et des sauvages ».

Le 23 décembre, un nouvel événement vient bouleverser le cours des choses. Une usinière, Mme Quéro, à la tête d'une petite conserverie de la ville, accepte les revendications de ses ouvrières. Le contrat porte l'heure à 1 F pour les femmes et à 1,50 F pour les hommes, avec 50 % d'augmentation après minuit ou après la dixième heure de travail. L'usine Quéro ouvre à nouveau ses portes.

Aucun renvoi pour fait de grève n'est prononcé. Il s'agit cette fois d'une première victoire pour les ouvrières.



L'Hôtel de France saccagé.

Le 1^{er} janvier 1925, une fusillade éclate dans un café de la ville, blessant cinq hommes, dont trois marins ; le maire

Le Flanchec est touché à la gorge et son neveu à la tête. Les auteurs se retranchent à l'Hôtel de France où les usiniers ont l'habitude de se retrouver. C'est l'émeute. Le lieu est saccagé, la ville en ébullition. D'importantes sommes d'argent sont retrouvées sur les briseurs de grève.

Le soir même, Béziers, Ollivier et Marlière ont compris qu'ils avaient manqué leur coup.

Pour les femmes et les ouvrières une étape importante

Le lendemain de la tentative d'assassinat, la tension est extrême. L'opinion publique, informée par la presse, soutient les Penn Sardin. Le 3 janvier, Daniel Renoult, de L'Humanité, apporte la nouvelle : les usiniers vont négocier. Le soir aux halles, à 20 h, devant Lucie Colliard et Charles Tillon, une foule piétine d'impatience. Pour toutes, les choses sont claires, les usiniers ne cèdent que parce qu'ils sont tenus pour responsables des crimes du 1^{er} janvier. Le 6 janvier, tout est signé. À 8 h 30, devant plus de 5 000 personnes, Maurice Simonin lit le contrat en détaillant les clauses sous un tonnerre d'applaudissements.

Le 7 janvier, consacré à fêter la victoire, un cortège d'au moins 10 000 personnes emprunte un itinéraire inhabituel évitant le passage devant les usines. Le soir, on danse.

Au lendemain de la grève, une sardinière, remarquée par Charles Tillon, se démarque de la foule des grévistes, « car elle est veuve et n'a donc pas de mari qui pourrait l'empêcher de se présenter aux élections ». Le maire Le Flanchec propose à Joséphine Pencalet de participer à la liste du Bloc ouvrier et paysan pour les élections municipales de mai 1925. Avec 1 283 voix, arrivant en 24^e position des suffrages, elle devient alors la première femme élue en Bretagne et une des premières conseillères municipales françaises.



Joséphine Pencalet à l'âge de vingt ans, en 1906.

Elue, elle siège pendant six mois au sein des commissions scolaire et d'hygiène.

Parallèlement, elle exerce la fonction de secrétaire adjointe du bureau du Syndicat des Métaux de Douarnenez, affilié à la CGTU.

Son élection est annulée par arrêté préfectoral au motif qu'elle est une femme. Ce que le Conseil d'État confirme en novembre 1925, (les femmes n'obtiendront le droit de vote en France qu'en 1944, soit 20 ans plus tard).

Cette grève a été l'une des premières grandes mobilisations féminines et a marqué une étape importante dans l'histoire du mouvement ouvrier et féministe en France.

Après celle de Saint-Malo qui a marqué son centenaire en 2020, les Maisons du Peuple de Brest et de Morlaix célèbrent leurs cent ans au cours de cette année 2024.

Brest : l'histoire sociale dans ses murs

La première Maison du Peuple de Brest fut inaugurée le 10 février 1924, au lieu-dit Bois de Boulogne, dans le quartier de Kerambecam. Elle répondait aux attentes des syndicats CGT qui, depuis 1904, devaient se contenter de Bourses du Travail municipales n'offrant aucune garantie d'hébergement à long terme. L'installation est modeste : deux baraques, l'une pour des bureaux, l'autre pour une salle de 200 places. La guerre, l'occupation allemande, les bombardements anéantiront cette première maison. Dans Brest détruite, les syndicats seront à nouveau réduits aux hébergements provisoires. Il faudra attendre l'année 1962 pour une implantation enfin pérenne dans ce qu'on appellera « l'îlot de l'Harteloire ».

Pour autant, « Les Amis de la Maison du Peuple » n'étaient pas au bout de leur peine pour obtenir un bâtiment et des installations dignes de la place et du rôle tenus par les travailleurs, et leurs syndicats CGT, dans la ville qu'ils avaient reconstruite.

Cette histoire, la lutte opiniâtre des militants pour une vraie « Maison du Peuple » sont contées dans la brochure présentée le 17 avril dernier, lors d'une cérémonie célébrant ce centième anniversaire. Cérémonie qui s'est déroulée 2 place Edouard-Mazé, dans les locaux (rénovés et agrandis en 2000) de la toujours jeune et active Maison du Peuple de Brest. 200 personnes étaient présentes : représentants des syndicats, élus de la ville et de la Métropole, membres de services municipaux et d'associations.

Michel Creignou, président de la SCI « Les amis de la Maison du Peuple », a rappelé les principales étapes de cette longue histoire, les faits marquants qui



L'assistance, le 17 avril, pendant les allocutions de Michel Creignou, président des « Amis de la Maison du Peuple » et de François Cuillandre, maire de Brest.



ont jalonné un siècle pendant lequel la vie, les activités de la Maison du peuple ont traversé tout le mouvement populaire brestois et contribué à l'organisation d'actions revendicatives dans de bonnes conditions. François Cuillandre, maire de Brest, président de Brest Métropole, a souligné dans son allocution que « la Maison du Peuple, ce sont 100 ans d'histoire des Brestoises et des Brestois, 100 ans d'engagements. Marquer ces 100 ans, c'est rappeler combien Brest sait se battre ».

Hommage à Edouard Mazé

La réception des invités aux « 100 ans de la Maison du Peuple », était précédée, sur la place qui porte son nom, de l'hommage rendu comme chaque année à Edouard Mazé, militant CGT tué lors d'une manifestation le 17 avril 1950. Robert Salaün, pour l'IHS 29, et Fabienne Bodin, secrétaire de l'Union locale CGT, ont retracé les grandes grèves de cette époque, leur répression féroce, les camarades tués ou blessés.

Une brochure pour 100 ans d'histoire

En coopération avec la Ville de Brest, la SCI « Les Amis de la Maison du Peuple » a publié, pour ce 100^e anniversaire une brochure de 28 pages retraçant 100 ans d'histoire sociale autour de la Maison du Peuple. Cet ouvrage, largement illustré, a été réalisé par l'IHS CGT 29.



Morlaix : une restauration menée à bien

En 1922, après la scission de la CGT, les deux nouvelles Unions Locales CGT (proche des socialistes) et CGTU (proche des communistes) de Morlaix créent une association « loi de 1901 », le Comité de la Maison du Peuple, à laquelle adhèrent et cotisent tous les syndiqués, afin d'acquérir une maison pour loger leurs syndicats respectifs. Une souscription complète l'apport financier des syndicats.

En 1924, la coopérative de consommation « La Ménagère » - dirigée par plusieurs syndicalistes et qui fournit à ses adhérents de l'alimentation à bon marché - vend son immeuble situé 1, impasse de Tréguier au nouveau comité associatif.

Après quelques aménagements et le recrutement d'un concierge, le bâtiment spacieux, avec cour et jardin, ouvre ses portes dès l'automne aux syndiqués. En plus des réunions il accueille également activités sociales et culturelles, car c'est aussi la mission d'une Maison du Peuple : garderie pour jeunes enfants, salles pour l'étude des scolaires, la lecture des adultes, bibliothèque, cours professionnels, etc. Un bâtiment artisanal situé dans le jardin est transformé en salle des fêtes, de spectacles, de congrès.

Au fil du temps et des événements nationaux et internationaux, la maison est aussi Auberge de Jeunesse, siège des socialistes et du comité antifasciste, lieu de secours et d'hébergement des réfugiés espagnols. Après guerre et la réouverture de l'Auberge de Jeunesse, elle accueille aussi séances de cinéma pour les scolaires, cours de danse, activités des Eclaireurs de France, du Secours Populaire ; en 1968 s'y côtoient grévistes et paysans solidaires leur apportant des produits fermiers en soutien.

Journées patrimoine et travaux de restauration

Depuis 2005, le Comité de la Maison du Peuple de Morlaix, intéressé par son histoire, possédant beaucoup d'archives, ouvre ses portes au public lors des



Depuis 2014, d'importants travaux de rénovation ont été réalisés, afin de maintenir en service un ensemble de bâtiments construits au XIX^e siècle.

Journées Européennes du Patrimoine, avec visites commentées, spectacles, concerts et expositions sur l'histoire sociale morlaisienne. Grâce aux collectivités locales et à la souscription sous l'égide de la Fondation du Patrimoine, entre autres financeurs, de gros travaux de restauration de la maison ont pu être réalisés au cours des dernières années, assurant ainsi la pérennité du siège de l'Union locale CGT.

Théâtre, expositions et publication

Durant l'été prochain, l'équipe du Théâtre de la Corniche, liée à la Maison du Peuple par un partenariat amical, donnera dans la cour, le jardin et l'ancienne salle des fêtes plusieurs représentations du spectacle théâtral qu'elle a construit autour des cent ans d'histoire de ce site emblématique. Lors des Journées du Patrimoine, en septembre, deux expositions seront présentées : la

première, déjà montrée en 2022 et 2023, consacrée à Yves Guyader, pionnier du mouvement ouvrier morlaisien (une salle de la Maison du Peuple porte son nom) ; la seconde marquera le centenaire de la maison et sera une rétrospective de ses cent années d'activités syndicales, sociales, culturelles. Au cours des après-midi du samedi et du dimanche de ce week-end du patrimoine, les comédiens-chanteurs du Théâtre de la Corniche assureront des intermèdes de « chansons sociales ».

Enfin, le Comité de la Maison du Peuple, qui avait déjà publié en 2014 une brochure –aujourd'hui épuisée– résumant son histoire et présentant son programme de travaux, a en projet une nouvelle publication historique sur cette maison après restauration.

Violences environnementales

Les éditions du Seuil, dans leur collection Anthropocène, proposent un ouvrage sur les activités pétrochimiques, plus particulièrement sur les luttes sociales dans les territoires sacrifiés à la transformation des hydrocarbures. Il s'agit d'un travail collectif, dirigé par l'historien Renaud Bécot, un des membres du Conseil scientifique de l'IHS CGT, et la politiste Gwenola Le Naour, de Sciences Po Lyon, qui réunit une vingtaine de spécialistes de l'histoire sociale, politique et environnementale des aires pétrochimiques dans le monde. Un discours critique, aux antipodes des nombreux récits de propagande portés par les industriels et les pouvoirs publics, glorifiant l'« or noir ». L'ouvrage met en effet la focale sur les dégâts colossaux provoqués par le complexe pétrolier en examinant un nombre important de situations dans les territoires français

mais aussi à l'international. Ce que les auteur.es pointent du doigt c'est une violence environnementale, de grande envergure et pourtant encore trop peu présente dans le débat public. Autre intérêt de l'ouvrage, celui-ci se concentre sur les actions, les mobilisations des « acteurs ordinaires » qui vivent dans des territoires « pétrolisés » et donc contaminés. Ce sont de multiples histoires de luttes dans lesquelles les syndicats ont parfois joué un rôle non négligeable. Un sujet peu travaillé jusqu'alors qui résonne avec le colloque organisé par l'IHS CGT les 30 novembre et 1er décembre derniers sur « syndicalisme et environnement ». Les quelque 470 pages du livre ne doivent surtout pas faire peur au lecteur s'intéressant à ces questions. On puise comme on veut dans les contributions diverses qui sont proposées. En rassemblant toutes ces



études, les coordinateurs avaient l'ambition de « redonner une voix aux acteurs et actrices qui peuplent ces territoires » et de « documenter l'histoire des mobilisations et des enquêtes de santé environnementale dans les aires pétrochimiques ». Mission accomplie.

Bécot Renaud, Le Naour Gwenola, (sous la direction). « Vivre et lutter dans un monde toxique. Violence environnementale et santé à l'âge du pétrole », Editions du Seuil, Paris, 2023, 480 pages, 25,50 €.

Voyage chez les Penn sardin

Dans les vingt conserveries de sardines, deux mille « filles d'usine » oeuvrent nuit et jour, au gré des arrivages, à emboîter au plus vite ce poisson fragile. Elles sont là entre dix et quatorze heures d'affilée pour une paye minuscule versée par des industriels –dont même le ministre du Travail dit qu'ils sont « des brutes et des sauvages ».

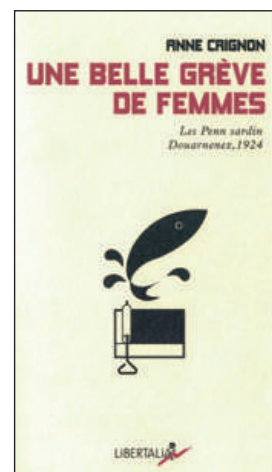
Le 21 novembre 1924, un patron refuse de recevoir des ouvrières exténuées. Les femmes de toutes les « fritures » descendent dans la rue. Le maire de la ville, un communiste, est à leurs côtés, et les marins-pêcheurs –leurs maris- aussi. Bientôt, toute la France suit dans les journaux le détail de cette « grève de la

misère » devenue un feuilleton national. La solidarité s'organise. Le patronat aussi. Des mercenaires armés arrivent de Paris. Les Penn sardin auraient dû perdre ; la pauvreté leur commandait chaque jour de reprendre le travail. Après plus de six semaines à battre le pavé en sabots, elles ont pourtant gagné.

Dans un style vif et sensible, Anne Crignon nous guide dans ce voyage-reportage auprès des sardinières du Douarnenez des années vingt.

Le récit, mené tambour battant, d'une profonde colère ouvrière et d'une grève victorieuse.

« Une belle grève de femmes-Les Penn sardin, Douarnenez 1924 », par Anne Crignon. Editions Libertalia, 2023, 170 pages, 10 €.



Bulletin d'adhésion à l'IHS CGT Finistère

Adhésion 2024 à l'institut CGT d'histoire sociale du Finistère

Cotisation annuelle : 35 €. Cotisation de soutien : 60 € ou plus. Cotisation collective : 45 €.

Nom, prénom

Adresse

Bulletin d'adhésion à adresser à IHS CGT, Maison du Peuple, 2, place Edouard Mazé, 29200 Brest. Paiement par chèque à l'ordre de IHS CGT Finistère.

Courriel : ihscgt29000@gmail.com